

# Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>)

Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

5 centimes - PARIS ET DEPARTEMENTS - 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>)

Téléph. : CENTRAL 80-82

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.  
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

14, rue Drouot, Paris (9<sup>e</sup>)

## La Classe 17

Par M. Frédéric BRUNET

La classe 1916 devant être incorporée le 8 au 12 avril, la formation de la classe 1917 est envisagée et le Parlement en délibérera prochainement.

L'annonce de cette éventualité a déjà provoqué un vif émoi dans beaucoup de familles et les couloirs du Palais-Bourbon en ont entendu les échos. Ce n'est pas qu'un seul député hésite à consentir les sacrifices nécessaires à la défense nationale ; tous ont conscience que cette guerre, sous peine de suicide pour le pays, ne peut se terminer que par la victoire de la France. Pour atteindre ce but, nous donnerons jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou ; mais, en raison même des efforts consentis, il convient d'assurer à ceux-ci leur maximum de rendement.

L'incorporation de jeunes gens de dix-huit ans n'est pas sans danger pour le présent et compromet gravement l'avenir de la race. Plus nous aurons abaissé l'âge de l'incorporation, plus sensible sera dans l'avenir la diminution de la population.

L'exemple de la classe 1915, qui paya un large tribut aux maladies contagieuses, ne doit pas être perdu et des mesures sévères doivent être prises pour protéger les nouvelles classes.

La Commission d'hygiène et la Commission de l'armée, lors du vote de la loi autorisant l'incorporation de la classe 1916, ont indiqué quelles mesures doivent être observées pour diminuer ces risques. On peut résumer ainsi leurs propositions :

Une nouvelle visite au corps établira une sélection rigoureuse entre les inaptes et ceux qui peuvent dès maintenant supporter les dures fatigues du métier militaire. Les locaux réservés au logement des conscrits nouvellement appelés devront être désinfectés et chaque homme aura une literie complète.

L'habillement sera suffisant, la solde le nourriture sera augmentée de 0 fr. 20 par homme ; l'entraînement sera méthodique pour amener progressivement les hommes sans surmenage dangereux à leur maximum d'utilisation ; enfin, ces jeunes soldats ne pourront être appelés à prendre part aux opérations qu'après l'utilisation complète des hommes du service armé des classes plus anciennes qui sont actuellement dans différents services et dans les dépôts.

L'observation de ces règles rassurera les familles, car si toutes sont unanimes à consentir les sacrifices ultimes pour la défense de l'indépendance nationale, beaucoup n'étaient pas sans inquiétude sur les suites de cette incorporation de jeunes gens dont un certain

nombre n'ont guère plus de dix-neuf ans.

Devant la volonté si nette de la Chambre, on est en droit d'escompter que les commandants des dépôts, soucieux comme nous tous de l'avenir du pays, prendront toutes les précautions nécessaires pour réaliser le programme qui vient d'être tracé.

Ce n'est qu'après que l'expérience aura permis de constater les bons résultats qu'on en attend, qu'on pourra songer dans quelques mois à la formation de la classe 1917, dont le recrutement demandera des précautions plus grandes encore pour déterminer la puissance de résistance physique de ces recrues. Certes, chez ces jeunes gens comme chez leurs aînés, le moral est à la hauteur des grandes circonstances, mais les forces pourraient trahir la volonté et nous n'avons pas le droit de gaspiller les énergies qui, demain, répareront les vides creusés dans la nation.

C'est pourquoi, avant de penser à utiliser sur le front ces jeunes gens, nous devons tenir la main à ce que les hommes du service armé, disséminés dans des postes administratifs, et ceux qui, dans les dépôts, sont occupés à des besognes diverses, soient versés dans les formations de combat.

Des milliers d'hommes valides sont dans les services automobiles ; or, depuis près de huit mois que dure la guerre, on aurait pu former, en faisant appel aux hommes impropres au service armé, des conducteurs d'automobiles. En un mois, la Compagnie des autobus dresse un watan capable de conduire dans Paris. Dans le même temps, on pourrait former un chauffeur capable de conduire une auto sur route.

Les hommes des services auxiliaires sont tellement nombreux qu'on peut trouver parmi eux tous les commis de magasins, secrétaires, tailleurs, boulangers, automobilistes, ouvriers divers, qui remplacent les hommes aptes à combattre qui tiennent actuellement ces emplois.

On trouverait ainsi l'équivalent du contingent sélectionné de la classe 1917, et s'il était nécessaire ensuite de faire appel à ces ultimes réserves, du moins aurions-nous accompli tous nos efforts avant de les appeler à combattre.

Frédéric BRUNET  
Député de Paris.

Demain : 4 PAGES

Un article de  
M. Camille PELLETAN  
Ancien Ministre  
Sénateur des Bouches-du-Rhône

## LA GUERRE

Les Allemands contre-attaquent toujours et sont repoussés

L'offensive russe dans les Carpathes

Sur le Front Occidental

Journée calme

La censure a largement cavarié hier dans les déclarations que nous exprimions au sujet de la brièveté et même de la réduction des récents communiqués du bureau de la Presse. Nous devrions pas sur ce sujet, les doléances n'étant pas permises. Nous continuerons à recevoir les communiqués tel qu'on entend nous les livrer et nous les commenterons à la lettre comme par le passé. Qu'il nous soit cependant permis d'exprimer qu'une des gloires des Alliés était de pouvoir opposer la sincérité de leurs communiqués aux mensonges des bulletins de l'agence Wolff.

Comme les précédents, les deux communiqués d'hier furent d'une brièveté excessive. Nous ne pensons pas que les condi-

tions climatiques aient pu s'opposer au développement des opérations antérieures. D'ailleurs, les Allemands ne paraissent pas être restés absolument inactifs. Ils ont contre-attaqué nos positions de la Champagne orientale (sud de la cote 196), de l'Argonne (à Fontaine-Madame), de la Woëvre (aux Eparges).

Le communiqué de la nuit mentionne l'échec d'une contre-attaque, dirigée par l'ennemi contre l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette, en Artois.

S'il convient de justifier l'accalmie qui s'étend sur notre front et que rompt seule, en quelques points, la nécessité de défendre nos positions récemment conquises, nous sommes en droit de penser que le temps n'est trepris derrière la ligne de feu préparé pas perdu pour nous et que les travaux en une nouvelle phase de la lutte.

Sur le Front Oriental

Les Russes font 4.000 prisonniers aux Carpathes

En Prusse Orientale

VIOLENTS COMBATS

Le communiqué du grand état-major observe le silence quant à la situation des armées sur la frontière de Prusse orientale. De violents combats font suite à la retraite des Russes dans la région de Memel.

Le correspondant du Daily Telegraph à Pétrograd adresse à la feuille londonienne les commentaires que nous reproduisons ci-dessous :

« Bien que le combat qui se poursuit actuellement le long de la frontière de la Prusse orientale ait un caractère violent et acharné, on ne croit pas que les Allemands cherchent à y obtenir un résultat stratégique décisif, mais plutôt un succès théâtral à qui agit comme un baume » sur la blessure ouverte par la capitulation de Przemysl.

« Les Allemands voudraient également employer leurs réserves sur le front oriental, avant que la violente offensive des Alliés, sur le front occidental, devienne générale. »

En Pologne

LES ALLEMANDS RENFORCENT VAINEMENT LEUR FRONT D'ATTAQUE

Les Allemands ont considérablement renforcé leurs lignes au nord de la Vistule. Les groupes de gauche estiment inutile une grande violence et dégènerent fréquemment en terribles corps à corps. En dépit de leurs attaques en formations massives et du feu « en rafales » qu'ils dirigent contre les forces russes, l'ennemi est obligé de céder lentement le terrain.

Le télégramme suivant adressé de Pétrograd au Morning Post confirme entièrement l'état de la situation que révèle, d'ailleurs, le dernier communiqué russe :

« Les Allemands ont de nouveau précédemment renforcé leurs troupes au nord de la basse Vistule, en prélevant des con-

tingents sur les autres parties du front, mais cette manœuvre ne leur a pas, jusqu'ici, assuré un avantage sérieux, car les Russes continuent de les repousser d'une façon vigoureuse et suivie vers la frontière. »

Au sud de la Vistule, la situation s'est peu modifiée ; les Allemands ont dû reculer légèrement sur la Pilica.

Dans les Carpathes

NOS ALLIÉS PROGRESSENT ET FONT DE NOMBREUX PRISONNIERS

Dans les Carpathes, nos troupes, poursuivant leur marche en avant, se sont emparés de jours derniers de plusieurs hauteurs organisées, sur le front qui s'étend du sud de Bartfeld et Uszok. Partout les contre-attaques ennemies sont restées infructueuses. Nous avons fait dans cette journée plus de 4.000 prisonniers et nous avons pris des mitrailleuses par dizaines. (Ces chiffres, russes.)

Uszok est un bourg situé à l'entrée du col qui porte le même nom. Uszok se trouve à 60 kilomètres au sud-est de Lypkowitz.

Bartfeld se trouve dans la zone montagneuse, dominée à l'ouest par les cimes du massif des Monts Tatras. Cette importante position est à 60 kilomètres au couchant de Lypkowitz et à 110 kilomètres environ, en ligne droite à l'ouest-nord-ouest d'Uszok.

Dans les Dardanelles

CONCENTRATION TURQUE

La fin de la tempête laisse prévoir une prompt reprise des opérations dans le détroit et sur les côtes.

D'autre part, un télégramme émis à Tenedos, annonce que les Turcs sont concentrés au nombre de 48.000 hommes sur la rive asiatique des Dardanelles et au nombre de 10.000 sur la côte européenne, près de Gallipoli.

Ces troupes sont commandées par des officiers allemands.

R. L. P.

## Un Scandale à Constantinople

Les Ministres turcs menacés de mort par le général Liman von Sanders

Londres, 26 mars. — Le correspondant spécial du « Daily Chronicle » à Constantinople, décrivant la situation à Constantinople, dit :

La majorité des Turcs, se rendant compte de la gravité de la situation, sont partisans de la paix ; mais ils sont durement traités et réduits à l'impuissance par les militants Jeunes-Turcs et les officiers allemands.

Le correspondant rapporte en ces termes un incident qui se serait passé lors d'une récente réunion du cabinet turc : « La majorité du Conseil avait décidé d'entrer en négociations avec le commandant en chef des alliés et avait prié l'ambassadeur américain d'ouvrir les pourparlers et d'aller aux Dardanelles, accompagné de deux députés turcs, munis de pleins pouvoirs, pour négocier la reddition des Dardanelles et de Constantinople. Au dernier moment, le généralissime allemand Liman von Sanders fit irruption dans la salle des délibérations, menaçant de mort les partisans de la paix et les força de céder. »

## Bourse de Paris

DU VENDREDI 26 MARS 1915

Fonds d'États : Français 3 % 71 95 ; 3 1/2 % 91 30. — Russe 1867, 80 80 ; 1889, 74 ; 1891, 62 90 ; 1896, 58 90 ; 1906, 92 ; 1909, 82. — Extérieure, 87.

Actions diverses. — Banque de France, 4.410. — Nord, 1.340. — Suez, 4.350. — Thomson, 559. — Saragosse, 346. — Briens ord., 342. — Hartmann, 383. — Maltzoff, 580. — Taganrog, 390. — Toula, 1.073. — Diépoïviennne, 3.370. — Donetz, 920. — Monaco, 3.740 ; 15, 745. — Malacca, 30 25.

Valeurs minières : Bruay, 1.380 ; 10<sup>e</sup>, 139. — Blanzy, 660. — Nephthé, 420. — Bakou, 1.560. — Lianosof, 381. — North Caucasian, 40 50. — Spiess, 21 25. — Grosny priv., 2.155. — Steana Romana, 525. — Colombia, 985. — Omnium des Pétroles, 418. — Rio, 1.530. — Spassky, 52 50. — Tharsis, 154.

## Au Palais-Bourbon

Dans les Groupes

LES VACANCES PARLEMENTAIRES

La question des vacances parlementaires préoccupe certains groupes.

La conférence des présidents a émis un avis en faveur d'une suspension de travaux à dater du 1<sup>er</sup> jusqu'au 29 avril.

Les groupes de gauche estiment inutile cette intercession ; les radicaux-socialistes se montrent nettement hostiles aux vacances. Ils jugent indispensable que le contrôle parlementaire fonctionne pendant la durée des hostilités.

Le parti socialiste est également défavorable à la proposition.

Il est probable que le Parlement restera en session sans ajournement.

LA SÉANCE

LES ACCIDENTS AGRICOLES

La Chambre ratifie les décrets pris en matière militaire et continue la discussion sur les accidents agricoles.

M. Pottevin développe un contre-projet.

L'Allemagne faisait des faux diplomatiques

LES ETATS-UNIS RAPPELLENT LEUR ATTAQUE MILITAIRE A BERLIN

Londres, 26 mars. — Le correspondant à New-York d'un nouveau journal du soir, l'« Echo and Evening Chronicle », câble que le major Langhorne, l'attaché militaire américain à Berlin, a été rappelé comme conséquence d'un curieux système de faux dont on a eu la preuve contre l'Allemagne.

L'attaché faisait passer des messages qui n'étaient pas en règle avec le gouvernement allemand pour la transmission à Washington par sans fil. L'Allemagne vit immédiatement une bonne occasion pour influencer l'opinion américaine et intercala des communications faussées entre les messages originaux du major Langhorne à son gouvernement.

Les messages faussés furent supposés venir de l'attaché. Le complot fut éventé par une fautive commise dans un de ces messages.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

La journée du 25 a été calme sur la plus grande partie du front ; pluie presque continue.

Entre Meuse et Moselle des tentatives d'attaque de l'ennemi ont été facilement et immédiatement repoussées : a) sur au bois de Consoyev et au bois des Caures (nord de Verdun), trois aux Ejar-ges, deux au bois Le Prêtre.

NOTE

Le ministre de la guerre a reçu la réponse suivante au télégramme qu'il avait adressé au ministre de la guerre de Russie, après la prise de Przemysl :

« Particulièrement touché par les félicitations si cordiales de votre Excellence et de l'armée alliée, vous prie d'accepter nos sincères remerciements et l'expression des vœux que l'armée russe tout entière et moi formons pour la brillante et prochaine victoire de la vaillante armée française. »

« SOUKHOMILOFF. »

## DERNIÈRE HEURE

CHEZ LES SOCIALISTES ALLEMANDS

Berne, 26 mars. — Selon la Gazette de Francfort, le député socialiste N. Heine a prononcé à la Sing-Akademie de Berlin un discours pour inviter le parti socialiste à rester uni devant l'ennemi. A Stuttgart, un autre député socialiste, M. Lensch, a parlé dans le même sens, disant qu'il fallait former un peuple uni de frères.

Le journal socialiste de Breslau considère « comme une chose inouïe que quelques fanatiques du parti puissent troubler l'union si nécessaire. »

L'ALLEMAGNE ET LA NEUTRALITÉ HOLLANDAISE  
Amsterdam, 26 mars. — Commentant un article de la Gazette de Cologne, sur la récente no-

## L'INTERVENTION ITALIENNE

A la veille de l'entrée en ligne

LA MOBILISATION GÉNÉRALE SERAIT PROCHE

Genève, 24 mars. — Une personnalité politique arrivée samedi soir d'Italie a déclaré que les bruits courants dans la péninsule que la mobilisation générale serait décrétée lundi.

Un de nos compatriotes a vu les ordres de mobilisation que l'on distribue actuellement dans les mairies et qui seront, dit-on, affichés à partir du 27 mars.

En attendant, on appelle les officiers. C'est ainsi que sont rappelés sous les armes pour une période de 60 jours, à partir du 31 mars, les officiers de réserve des corps suivants :

Les classes 1882 à 1887 de l'infanterie. (Nés de 1882 à 1887.)

La classe 1888 de la cavalerie.

Les classes 1880 à 1887 de l'artillerie.

Les classes 1880 à 1887 du génie.

Les classes 1882 à 1887 du corps sanitaire militaire.

Les classes 1882 à 1887 des corps du commissariat, ravitaillement et administration.

Les classes 1887 et 1888 du corps vétérinaire militaire.

UNE PHRASE SIGNIFICATIVE

Le Giornale d'Italia, journal officieux, écrit cette phrase qui, à l'heure actuelle, apparaît comme des plus significatives : « Un peuple ne dépense pas en vain un milliard et demi en quelques mois, pour sa préparation militaire, et ce n'est pas pour rien qu'il accorde, dans un magnifique élan de concorde, de pleins pouvoirs à son gouvernement. »

A TRIESTE ON ATTEND LES ITALIENS

Un rédacteur du Journal de Genève arrive de Trieste. « On y parle déjà, écrit-il, de l'entrée triomphale des Italiens et de la réception enthousiaste qu'on leur fera. Il est

en tout cas de notoriété publique, ici comme à Trente, que les administrations sont prêtes au départ et que les caisses et les valises sont les meubles courants des bureaux officiels depuis quelque temps déjà. »

LES NEGOCIATIONS AUSTRO-ITALIENNES TENTEES PAR M. DE BULOW AURAIENT DÉFINITIVEMENT ÉCHOUÉ

Rome, 25 mars. — L'Agence nationale croit pouvoir annoncer que les pourparlers dont le prince de Bulow avait pris l'initiative dans le but d'amener un accord entre Vienne et Rome, ont définitivement échoué.

Le dernier courrier de cabinet arrivé de Vienne a apporté à l'ambassadeur d'Allemagne les propositions définitives de l'Autriche et ces propositions sont telles, qu'il n'a pas même eu le courage de les soumettre au gouvernement italien.

L'Agence nationale ajoute que le prince de Bulow a renoncé à son office de médiateur et que s'il doit continuer à traiter, ce sera probablement pour le compte exclusif de Berlin.

L'AUTRICHE SE PRÉPARE

Les préparatifs militaires se poursuivent depuis quinze jours fébrilement au sud du Tyrol et du Trentin.

La concentration de 500.000 hommes de troupe font craindre une invasion imminente.

Tous les villages situés entre Sugana et le lac de Gardé sont évacués ; beaucoup de maisons placées près de la frontière ont été détruites, à la dynamite, afin de ne pas gêner le tir des forts qui dominent les points accessibles et pourraient attendre l'arrivée de l'ennemi.

On a complètement rasé le quartier est de la ville de Rovereto, et utilisé les débris pour la construction de fortifications improvisées. De gros canons ont été hissés jusqu'à 2.000 mètres.

## Lèvera-t-on la Classe 1917?

La discussion de la Commission de l'Armée

Le contre-projet de M. Dalbiez

Le recensement et la révision de la classe 1917, demandés par le gouvernement, seront décidés définitivement cet après-midi par la Commission de l'armée après l'adoption des articles du projet de loi rapporté par M. Treignier.

Le ministre de la guerre n'obtiendra pas l'honneur d'incorporer par décret. Une nouvelle loi sera nécessaire pour envoyer dans les dépôts les jeunes gens nés en 1897. C'est la modification importante apportée à la proposition du gouvernement.

Quant aux réformés, ils devront de nouveau subir l'examen du conseil de révision, le ministre de la guerre jugeant indispensable cette mesure.

La Chambre pourra peut-être leur faire grâce lors de la discussion qui aura vraisemblablement lieu mardi 30 mars.

A cette séance, M. V. Dalbiez reprendra le contre-projet que la Commission a repoussé après appel nominal par 17 voix contre 7.

Sa proposition a pour objet :

1° D'appeler successivement sous les drapeaux, après les avoir remplacés dans leurs fonctions ou leur travail par des hommes plus âgés ou par des femmes tous les hommes valides de la nation.

2° Opérer, aussi bien dans la zone des armées qu'à l'intérieur, une répartition plus équitable et plus logique des hommes mobilisés ; faire désigner cette catégorie de soldats que le peuple désigne du nom d'« embusqués », qui sont un objet de découragement pour les meilleurs.

3° Organiser la préparation à la guerre de toute notre jeunesse susceptible de porter les armes dans quelques mois (classe 1917, ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916).

4° Mobiliser les contingents civils des quatre vieilles colonies qui solliciteront l'honneur de servir la mère-patrie.

Il ajoute que le contingent qui proviendra de l'examen de la classe 1917 et des ajournés des classes précédentes ne sera pas incorporé, c'est-à-dire voué à l'insure dans les dépôts, mais que les jeunes gens reconnus aptes à la préparation à la guerre seront groupés par villages, par cantons ; ils s'adonneront, de soldats blessés, à des exercices physiques qui accéléreront leur développement physique et en même temps les habitueront à la discipline.

Dès le mois de mai, ou de juin 1915, dit-il, toute cette jeunesse pourra se mettre au travail.

M. V. Dalbiez complète son contre-projet par des mesures relatives à l'utilisation des fonctionnaires et à leur remplacement momentanément par le rappel à l'activité des employés retraités depuis dix ans et dans les mêmes proportions, car cette proposition a la mesure du possible par les femmes de préférence ; mères, femmes ou filles de militaires tués ou blessés.

Il demande de remplacer dans tous les services à l'armée, aussi bien dans la zone des armées qu'à l'intérieur, tous les hommes susceptibles d'être enrôlés comme combattants par des hommes service auxiliaire.

En aucune circonstance, les réformés ne pourront être soumis à un nouveau conseil.

Si la Chambre adoptait la proposition d'organisation méthodique proposée par le député des Pyrénées-Orientales, notre force militaire serait augmentée dans de sérieuses proportions, car cette proposition a l'avantage de porter le rendement des forces de la défense nationale à leur maximum d'intensité sans gêner en aucune façon aucun service.

## Après le Verdict d'Hier

Les plaidoiries établissent l'innocence des accusés. — Les cas de révision

La censure a coupé, hier, le compte rendu que nous avions donné du réquisitoire de M. Requier. Mais tous les journaux, ce matin, ont pu dire comment M. Ch. Philippe avait fait justice du procès qui consiste à découper — ou plutôt, car l'audience nous a révélé ce fait énorme, — à faire découper dans une correspondance tous les bouts de phrases qui peuvent servir une thèse et amener un public de hargnies excités, sans inquiéter du contexte. M. Requier a reconnu qu'il n'avait pas lu lui-même les lettres.

Si l'innocence juridique de Mme Béchoff était évidente avant la plaidoirie, son innocence morale l'était lorsque M. Charles Philippe eut fini son éloquent plaidoirie.

Restait le cas de Desclaux. M. Demange a abordé sa tâche avec la plus grande franchise, mais sa défense n'en a été que plus puissante. « On a coutume, a-t-il dit, de donner à la femme qu'on aime des bijoux et des fleurs, M. Desclaux lui envoyait du riz, des haricots et du café. Je ne me charge pas de vous expliquer ce que je ne comprends pas moi-même. Mais vous n'êtes pas des philosophes chargés d'analyser la psychologie de M. Desclaux, vous êtes des juges chargés de dire s'il est coupable d'un délit ou d'un crime. »

« Si l'innocence juridique de Mme Béchoff était évidente avant la plaidoirie, son innocence morale l'était lorsque M. Charles Philippe eut fini son éloquent plaidoirie. Restait le cas de Desclaux. M. Demange a abordé sa tâche avec la plus grande franchise, mais sa défense n'en a été que plus puissante. »

« On a coutume, a-t-il dit, de donner à la femme qu'on aime des bijoux et des fleurs, M. Desclaux lui envoyait du riz, des haricots et du café. Je ne me charge pas de vous expliquer ce que je ne comprends pas moi-même. Mais vous n'êtes pas des philosophes chargés d'analyser la psychologie de M. Desclaux, vous êtes des juges chargés de dire s'il est coupable d'un délit ou d'un crime. »

« Ayant alors mis en lumière quelques-unes des énormités de l'instruction : mise au secret absolu de l'accusé entre deux gardes pendant 23 jours, saisie d'un document destiné à son défenseur, refus de vérifier les dépenses apportées par M. Desclaux pour l'affaire des tentes, interrogatoires des témoins par le président avant l'audience, M. Demange discute avec une admirable clarté la question de savoir si Desclaux est militaire, et il établit que non. »

M. Demange rappelle ensuite l'innocence des accusations portées, d'abord contre Desclaux, et les compare à la ridicule mesquinerie des faits retenus. Il fait justice de quelques-unes des ignobles calomnies lancées dans la presse et que le magistrat instructeur lui faisait religieusement remettre dans ses prison. Il montre que la discrétion de Desclaux seule a empêché d'établir à la barre les preuves des abus dont il a profité, mais qui, dans l'esprit de ceux qui les commentent tous les jours, ne constituent ni des vols, ni des délits. L'analyse des dépositions et la déclaration impressionnante du colonel Guillemot, de l'état-major du 18<sup>e</sup> corps, précisent ses affirmations.

Rappelant alors les haïnes politiques acharnées contre Desclaux, M. Demange fait un appel émouvant au bon sens et à la loyauté du conseil de guerre.

Dans la salle, peuplée d'adversaires haineux qui n'ont cessé de manifester leurs sentiments, des applaudissements éclatent, et lorsque le conseil vient prononcer trois condamnations, celle de Desclaux 7 ans de réclusion, celle de Mme Béchoff à 2 ans de prison, celle de Vergès à 1 an, un silence morne accueille cette sentence inattendue. Les accusés se pouvoient devant le conseil de révision, où ils invoqueraient les irrégularités de la procédure (saisie de document destiné au défenseur, dossier secret non versé aux débats, intervention du président dans l'instruction), et l'erreur commise par le conseil en jugeant Desclaux comme militaire.

P. S. — J'avais signalé, hier, l'excellente et forte plaidoirie de M. Maurice Garçon en faveur du sergent Dupuis, l'étonnante défense de M. Géraud pour les gendarmes et les ridicules manifestations politiques des deux jeunes avocats, dont M. Demange a dit plusieurs fois relevé l'attitude... inusitée.

